



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA LOIRE

G

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Odile PRACCA :
Téléphone 04.77.48.48.95 :
Courriel : odile.pracca@loire.pref.gouv.fr

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

Dossier n° : 86/5974

Mise en demeure

Arrêté n° 2009/0364

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 août 1986 modifié réglementant les activités exercées par le SICTOM DE NOIRETABLE dans ses installations sises à NOIRETABLE - Les Aligiers ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2005 imposant à l'exploitant, suite à la mise à l'arrêt du site, la surveillance des eaux souterraines, la réalisation d'une étude détaillée des risques et l'exécution de travaux de remise en état et de mise en sécurité du site ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 21 avril 2009 constatant l'inobservation des prescriptions de l'arrêté du 15 novembre 2005 susvisé, s'agissant notamment de la mise en sécurité du site et le suivi des eaux souterraines ;

CONSIDERANT que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Le SICTOM DE NOIRETABLE est mis en demeure de respecter:

- **sous un délai d'un mois**, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté du 15 novembre 2005 ci-après rappelées:

« Le SICTOM DE NOIRETABLE ci-après dénommé l'exploitant, est tenu de procéder à une remise en état du site d'exploitation de l'incinérateur sis à NOIRETABLE – Les Aligiers permettant dans un premier temps le confinement des sources de pollution pour éviter leur dispersion.

Les travaux de remise en état devront comprendre à minima le démontage de l'incinérateur, l'évacuation des éléments pollués et des déchets présents sur le site vers des filières autorisées, le confinement des zones de la décharge contenant des mâchefers.

Les travaux de dépollution seront décrits dans un mémoire de fin de travaux. Ce mémoire indiquera notamment le tonnage des déchets évacués, la destination et les analyses de ceux-ci. Ce mémoire sera transmis à l'inspecteur des installations classées ».

- **sous un délai de trois mois**, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 15 novembre 2005 ci-après rappelées:

« **2.1** – L'exploitant est tenu de procéder à la surveillance des eaux souterraines à partir du piézomètre mis en place et des eaux superficielles (source des OS).

2.2 – Un forage supplémentaire sera implanté en aval hydraulique du site et un en amont. Le lieu d'implantation et la profondeur des forages à mettre en place seront justifiés sur le plan hydrogéologique sur la base d'un cahier des charges dûment argumenté et soumis à l'inspecteur des installations classées

2.3 – Les forages mis en place seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR-FD-X 31-614 d'octobre 1999.

2.4 – Analyses :

2.4.1 – Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines et superficielles :

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR-FD-X 31-615 de décembre 2000.

2.4.2 – Nature et fréquence d'analyse :

Les paramètres ci-dessous seront analysés conformément aux méthodes de référence et norme en vigueur :

- ☐ HAP
- ☐ Hydrocarbures totaux
- ☐ Dioxines furannes (TEQ)
- ☐ Arsenic
- ☐ Mercure
- ☐ Plomb
- ☐ Chrome
- ☐ Zinc
- ☐ Nickel
- ☐ Cadmium
- ☐ Cuivre

La périodicité sera trimestrielle au moins deux ans. En plus des transmissions périodiques, un rapport annuel sera réalisé par l'exploitant et conduira éventuellement à une révision de la fréquence des mesures ».

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique seront transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation avec, systématiquement, commentaires par l'exploitant sur l'évolution de la situation (dégradation, amélioration, ou stabilité) et propositions de traitement éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures ».

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 3 : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : M. le Sous-Préfet de MONTBRISON, Monsieur le maire de NOIRETABLE et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 28 MAI 2009

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général
Patrick VERIN

